

Direction Risques Industriels

Perpignan le 09/09/2022

*Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales*

*Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud*

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

### **CARRIERE PROVENCALE**

29 avenue Frédéric Mistral  
83170 Brignoles

Réf : 2022-156-PR/EX

Code AIOT : 66.01405

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2022 dans l'établissement CARRIERE PROVENCALE implanté Montpins 66600 ESPIRA DE L'AGLY. L'inspection a été annoncée le 23/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite annuelle pour ce site.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les thèmes retenus pour cette inspection sont les retombées de poussières dans l'environnement.

Le référentiel d'inspection utilisé est l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'arrêté ministériel relatif aux carrières, l'arrêté ministériel 2515 relatif aux installations de traitement de minéraux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERE PROVENCALE
- Montpins 66600 ESPIRA DE L'AGLY
- Code AIOT : 0006601405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La Société PROVENCALE SA exploite au lieu dit Montpins, sur le territoire de la commune d'ESPIRA DE L'AGLY, une carrière à ciel ouvert de calcaires blancs qui a été autorisée initialement par l'arrêté préfectoral du 04/11/1977 et dont l'autorisation a été renouvelée pour la dernière fois le 04/02/2004.

Des prescriptions complémentaires ont par la suite été imposées par arrêté du 12/05/2005 et l'arrêté du 03/02/2006 a levé un sursis à statuer et accordé l'extension de l'autorisation. Ce dernier arrêté constitue le texte de référence pour cette exploitation.

En septembre 2016 la société PROVENCALE a déposé un dossier de demande de modification du plan d'exploitation qui a été prise en compte par l'arrêté du 28/12/16.

La superficie autorisée est de l'ordre de 117 ha, la production maximale annuelle de 850.000 tonnes et l'échéance est fixée au 04 février 2034.

Il s'agit de la principale carrière du département en termes de production annuelle.

La société PROVENCALE est spécialisée dans la fabrication de charges minérales au carbonate de calcium élaborées à l'usine d'ESPIRA DE L'AGLY située à 9 km de la carrière.

La société PROVENCALE exploite 2 autres carrières sur ce même gisement de calcite, à savoir, la carrière de la Narède sur la commune de TAUTAVEL et la carrière Nau Bouques sur les communes de TAUTAVEL et de VINGRAU.

Le produit à destination de l'usine d'ESPIRA-DE-L'AGLY doit avoir une blancheur constante, aussi l'exploitant doit procéder à des mélanges entre les différentes veines et gisements pour obtenir la blancheur désirée. Les produits subissent un premier traitement dans l'installation de broyage concassage criblage existante sur le site, en mélange avec les autres matériaux des carrières de TAUTAVEL et de VINGRAU.

Le gisement de calcaire intéressant et utilisable pour la fabrication de charges minérales est surmonté par une couche importante de matériaux altérés. La société PROVENCALE commercialise ces matériaux comme granulats et sous-traite l'exploitation de ces matériaux altérés à des entreprises extérieures.

L'exploitation de cette carrière de roche massive (calcaires blancs) s'effectue en phase descendante et conduit à la confection de gradins successifs. Il s'agit d'une exploitation réalisée par l'intermédiaire de 2 fosses de forme conique avec un diamètre de l'ordre de 400 m et une profondeur de l'ordre de 100 m. Les 2 fosses se rejoindront à terme.

Les matériaux destinés à l'industrie sont abattus à l'aide d'explosifs, triés, repris à la pelle hydraulique avant d'être chargés dans des tombereaux qui les transportent jusqu'à l'installation de traitement de matériaux qui se situe sur le site.

L'exploitation des matériaux non valorisables pour l'industrie est réalisée au fur et à mesure par les entreprises extérieures. Après abattage à l'explosif, les entreprises extérieures positionnent un concasseur mobile sur la banquette afin de fabriquer les granulats qui sont repris à la chargeuse et stockés sur une zone dédiée située à proximité. Les camions des clients des entreprises extérieures viennent charger les granulats sur la zone de stock ainsi constituée.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite de terrain a porté sur les installations suivantes :

- stockage des matériaux
- installation primaire
- installation secondaire
- site de la carrière par sondage
- zone de traitement par les entreprises extérieures
- végétalisation du merlon
- rampe d'arrosage

Cette visite n'a pas amené de constat supplémentaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Délai
N°4 - Entretien des dispositifs de réduction	AM du 22/09/1994, article 19.1.	30 jours
N°8 - Plan de surveillance des émissions	AM du 22/09/1994, article 19.5.	30 jours
N°14 - Bilan annuel	AM du 22/09/1994, article 19.9.	Prochain bilan

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
N°1 - Réduction des émissions de poussières (Carrière)	AM du 22/09/1994, article 19.1.
N°2 - Réduction des émissions de poussières (Traitement)	AM du 26/11/2012, article 37
N°3 - Réduction des émissions de poussières (Stockages)	AM du 26/11/2012, article 37
N°5 - Prévention des envols de poussières	AM du 22/09/1994, article 19.2.

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
N°6 - Prévention des envols de poussières	AM du 26/11/2012, article 6
N°7 - Prévention des envols de poussières	AM du 26/11/2012, article 6
N°9 - Stations de mesure	AM du 22/09/1994, article 19.6.
N°10 - Campagnes de mesure	AM du 22/09/1994, article 19.6.
N°11 - Méthode de mesure	AM du 22/09/1994, article 19.7.
N°12 - Respect VL	AM du 22/09/1994, article 19.7.
N°13 - Station météo	AM du 22/09/1994, article 19.8.
N°15 - Rejets canalisés	AM du 26/11/2012, article 38
N°16 - Méthode de mesure rejets canalisés	AM du 26/11/2012, article 40
N°17 - Valeurs limites d'émission canalisées	AM du 26/11/2012, article 41
N°18 - Critères de respect des VL	AM du 26/11/2012, article 41-a) ou b)

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 3 faits susceptibles de suites ont été relevés. Ces faits sont récapitulés dans les fiches de constats figurant au rapport.

Les faits susceptibles de suites qui n'engagent pas la sécurité, qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement et qui peuvent être mis en conformité rapidement, conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 2 mois pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions.

Au terme de ce délai, et à défaut d'éléments probants, l'inspection proposera de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité et transmettra le projet d'arrêté préfectoral correspondant.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : N°1 - Réduction des émissions de poussières (Carrière)

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 22/09/1994, article 19.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement de l'installation sont aussi complets et efficaces que possible. La conception de l'installation prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs. En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.
<b>Constats :</b> Pour le traitement des matériaux, le chargement / déchargement cf point de contrôle n°2. Les mesures pour limiter les émissions de poussières sont récapitulés dans les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• dossier de prescriptions empoussiérage (au titre H&amp;S) ;</li><li>• plan de surveillance des émissions de poussières ;</li><li>• notice des mesures pour réduire l'impact sur l'environnement lié à la rubrique 2515 (notice jointe au Plan de surveillance).</li></ul> Les dispositions suivantes sont notamment prévues pour la carrière : --> Pour la partie extraction : la foreuse est équipée d'un filtre --> Pour le transport des matériaux : <ul style="list-style-type: none"><li>• Les pistes principales sont revêtues ;</li><li>• Une arroseuse est utilisée pour humifier les pistes non revêtues et éviter les envols de poussières ;</li><li>• La vitesse de circulation est limitée à 30 km/h sur l'ensemble du site ;</li><li>• Les produits inférieurs à 5mm sont transportés dans des camions bâchés ou en citernes fermées ;</li><li>• Pour les matériaux &gt; 5 mm, un portique en sortie du site permet d'humidifier les chargements afin de limiter les envols sur la route (portique alimenté par le forage du site, déclenché par les chauffeurs en fonction du chargement transporté) ;</li></ul> Lors de la visite de terrain l'inspection à vérifier la présence de l'ensemble de ces équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : N°2 - Réduction des émissions de poussières (Traitement)

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 26/11/2012, article 37
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Généralités
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine

d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.

Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières.

En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que :

- capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ;
- brumisation ;
- système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements.

#### **Constats :**

Le plan de surveillance localise les sources d'émissions de poussières suivantes :

- Installations de concassage primaire :
  - Traitement du brut d'abattage
  - Mise en stock extérieur du 0/15 et du 0/20
  - 4 rejets canalisés
- Zone d'extraction :
  - Tirs de mines
  - Circulation d'engins
  - Traitement des stériles par groupes mobiles

Pour limiter ces principales sources, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes (en complément des mesures énumérés au point de contrôle n°1 pour la carrière) :

- Traitement par groupe mobile :
  - ✓ dispositif d'humidification intégré au groupe mobile, la Provençale met à disposition des citernes d'eau prélevée sur le forage du site ;
- Installation primaire (concassage, décroulage, broyage) :
  - ✓ Les équipements de production (concasseur primaire et secondaire) sont positionnés dans des bâtiments fermés ;
  - ✓ Les poussières des concasseurs et broyeurs primaires et des décrouleurs sont captées, et canalisées vers des rejets équipés de filtres à manches ;
  - ✓ Les tapis de transport des produits inférieurs à 5mm sont capotés, ou les produits sont transportés dans des éléments fermés (vis, élévateur, transport pneumatique avec filtre) ;
  - ✓ La chute des matériaux fins (0/15 et 0/20) est confinée à l'aide de goulottes télescopiques ;
  - ✓ Les silos sont munis de capteurs de niveau haut
- Chargement de produit inférieur à 5mm :
  - ✓ Les chargements des bennes ou citernes de produits fins inférieurs à 5mm stockés en silos sont réalisés avec des manches télescopiques.

L'inspection à vérifier par sondage la présence de ces équipements.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** N°3 - Réduction des émissions de poussières (Stockages)

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 26/11/2012, article 37
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Généralités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.</p> <p>Lorsque les zones de stockage sont classées au titre de la rubrique n° 2516 (produits minéraux pulvérulents) de la rubrique de la nomenclature des installations classées, les produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont stockés dans des silos ou réservoirs étanches.</p> <p>Ils doivent être également munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements.</p> <p>L'air s'échappant de ces contenants doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.</p> <p>Les opérations de transvasements des produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont réalisées par tuyauteries ou flexibles étanches ou plus généralement tout dispositif ne permettant pas l'émission de poussières.</p> <p>Les tuyauteries et flexibles utilisés devront avoir été purgés avant mise à l'air libre.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site n'est pas concerné par la rubrique 2516 « Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents. » seuil déclaratif 5000 m<sup>3</sup>. Le site stock moins de 1000 m<sup>3</sup> de fillers, la coupe suivante est 2mm / 8mm.</p> <p>Les produits fins sont stockés en silos, les opérations de transvasement sont réalisées par tuyauterie et flexibles, les installations de transvasement sont étanches et reliées à un dispositif de dépoussiérage (filtres à manches) avant évacuation à l'atmosphère par un rejet canalisé.</p> <p>L'inspection à vérifier par sondage la présence de ces équipements.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : N°4 - Entretien des dispositifs de réduction**

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 22/09/1994, article 19.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le site ne détient pas de document spécifique décrivant les mesures d'entretien de l'ensemble des dispositifs pour éviter les émissions de poussières. L'exploitant précise que les dispositifs de prévention des émissions de poussières sont vérifiés lors des tournées quotidiennes et réparées en cas de besoin. L'exploitant présente le classeur avec les fiches de suivi des interventions sur les filtres à manches.
<b>Ecart à corriger :</b> L'exploitant doit pouvoir justifier de l'entretien régulier des dispositifs de réduction des émissions de poussières. En particulier les mesures prévues pour assurer la maintenance, la vérification du bon fonctionnement de l'ensemble des moyens mis en place, le nettoyage des accumulations de poussières, doivent être récapitulées dans un document. Ces mesures doivent être tracées ; les registres de suivi et / ou rapports d'entretien doivent être tenus à disposition de l'inspection. <u>Délai</u> : 30 jours
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Réponse de l'exploitant :</b>

**Nom du point de contrôle : N°5 - Prévention des envols de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 22/09/1994, article 19.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières : <ul style="list-style-type: none"><li>- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;</li><li>- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;</li><li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;</li><li>- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;</li><li>- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.</li></ul>
<b>Constats :</b> Cf points de contrôle n°1 et n°2 Les pistes suivantes sont revêtues : <ul style="list-style-type: none"><li>• La piste entre l'entrée du site et l'installation fixe de chargement de produits inférieur à 5mm (« filler »)</li><li>• La piste entre l'entrée du site et l'installation fixe de chargement de produit pour l'alimentation de l'usine (« silo pierre »)</li><li>• La piste passant devant le « grand merlon » entre l'entrée du site et la zone entre les fosses de Montpins et « l'Armée »</li><li>• La piste entre Montpins et le pied de la carrière de Nareda.</li></ul> L'exploitant précise que cela permet d'assurer que tous les camions roulent sur plus de 500 m de revêtement avant d'atteindre les voies de circulation publique (D12 - Route de Vingrau), ce qui permet d'éviter que ces voies de circulation n'aient de dépôt de poussière ou boues venant des roues des véhicules. Le pont bascule en sortie est muni d'une rampe d'arrosage permettant l'humidification des camions. Le site dispose d'une arroseuse (tombereau reconverti). La vitesse de circulation est limitée à 30 km/h sur le site. Les écrans de végétation sont limités compte tenu du climat méditerranéen. L'exploitant précise que les tirs de mines sont des événements ponctuels ayant peu d'impact sur l'empoussièrément moyen. La foreuse est équipée d'un filtre. L'inspection à vérifier par sondage la présence de ces équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : N°6 - Prévention des envols de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 26/11/2012, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. Les surfaces où cela est possible sont végétalisées. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.
<b>Constats :</b> Cf point de contrôle n°5
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : N°7 - Prévention des envols de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 26/11/2012, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les produits minéraux ou les déchets non dangereux inertes entrants, sortants ou en transit sont préférentiellement acheminés par voie d'eau ou par voie ferrée, dès lors que ces voies de transport sont voisines et aménagées à cet effet.</p> <p>L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.).</p> <p>Y sont également précisés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ;</li><li>– la liste des pistes revêtues ;</li><li>– les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ;</li><li>– les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus.</li></ul> <p>Pour les produits de faible granulométrie inférieure ou égale à 5 mm, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrants ou sortants du site sont bâchés si nécessaire.</p>
<p><b>Constats :</b> En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le plan de surveillance des émissions de poussières comprenant la notice des mesures pour réduire l'impact sur l'environnement lié à la rubrique 2515 (version 9 mis à jour le 02/09/2022).</p> <p>Ce document comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la localisation des sources d'émissions de poussières et du voisinage</li><li>• les modalités d'approvisionnement et d'expédition (exigence art 6 AMPG 2515 26/11/2012)</li><li>• la liste des pistes revêtues (exigence art6 AMPG 2515 26/11/2012)</li><li>• les dispositions en matière d'arrosage des pistes (exigence art6 AMPG 2515 26/11/2012)</li></ul> <p>Les produits de la carrière sont acheminés soit vers l'usine d'Espira soit vers les chantiers BTP de proximité.</p> <p>Il n'y a pas de voie d'eau ou ferrée permettant un moyen de transport alternatif.</p> <p>L'exploitant indique que des solutions de transport par tapis ou téléphérique entre la carrière et l'usine située à 5 km à vol d'oiseau ont été étudiées mais apparaissent difficiles à mettre en œuvre.</p> <p>La notice confirme que les produits fins sont transportés en citernes ou en camions bâchés.</p> <p>L'inspection à vérifier par sondage la présence de ces équipements.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : N°8 - Plan de surveillance des émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 22/09/1994, article 19.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Cf point de contrôle n°2 et n°7. En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le plan de surveillance des émissions de poussières (version 9 mis à jour le 02/09/2022). Ce document précise la localisation des sources d'émissions de poussières et du voisinage, à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>• Installations de concassage primaire :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ Traitement du brut d'abattage</li><li>◦ Mise en stock extérieur du 0/15 et du 0/20</li><li>◦ 4 rejets canalisés</li></ul></li><li>• Zone d'extraction :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ Tirs de mines</li><li>◦ Circulation d'engins</li><li>◦ Traitement stériles par groupes mobiles</li></ul></li></ul> Le plan précise que le vent dominant sur la zone géographique est la Tramontane de secteur ouest / Nord-Ouest (67% des heures en 2016), avec présence minoritaire de vent marin de secteur Sud-Est (17% des heures en 2016). Pour le choix de la localisation des stations cf point de contrôle n°9.
<b>Écart à corriger :</b> le plan de surveillance indique d'une façon globale les activités à l'origine des émissions mais ne décrit pas précisément les sources d'émission de poussières potentielles et leur importance respective. Le plan n'évoque pas l'incidence des conditions topographiques du site. <u>Délai :</u> 30 jours
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Réponse de l'exploitant :</b>

**Nom du point de contrôle : N°9 - Stations de mesure**

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 22/09/1994, article 19.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li><li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li><li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li></ul>
<b>Constats :</b> Le § C du plan de surveillance précise l'implantation des 5 jauges, à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>• type a : LNA1 à proximité de la plaquette 1 ;</li><li>• type b : MP4, sous la Tramontane, dans le prolongement des jauges 2 et 3 à proximité des premières habitations du domaine de Montpins ;</li><li>• type c : MP2 sous la Tramontane en limite de la partie Nord et MP5 sous la Tramontane en limite de la partie Sud</li><li>• implantation complémentaire : MP3 sous la Tramontane à environ 600 m du site (soit entre les jauges MP2 et MP4)</li></ul> L'inspection à vérifier par sondage l'implantation des jauges MP2 et MP5. Le jour de la visite était en dehors d'une période de mesures des retombées de poussières. L'exploitant précise que les jauges ont été positionnées par ATMO. <u>Remarque</u> : l'exploitant doit pouvoir connaître l'emplacement précis des jauges sur le terrain.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Campagnes de mesure

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 22/09/1994, article 19.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<b>Prescription contrôlée :</b> Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
<b>Constats :</b> En préparation de l'inspection l'exploitant à transmis : <ul style="list-style-type: none"><li>• le rapport annuel Atmo 2020 « Suivi des retombées de poussières autour de la carrière de Montpins »</li><li>• le rapport annuel Atmo 2021 « Suivi des retombées de poussières autour de la carrière de Montpins »</li><li>• Le registre de suivi des poussières de Montpins</li></ul> Les rapports confirment que : <ul style="list-style-type: none"><li>• le suivi est réalisé par jauges selon la norme AFNOR NF X 43-014</li><li>• la fréquence des mesures respecte les dispositions suivantes : durée de 30 +/- 2 jours, l'intervalle entre 2 campagnes de mesures est de 60 +/- 2 jours, afin d'assurer une représentativité saisonnière des mesures, à l'issue des 4 premières campagnes, il est admis un décalage d'un mois pour les 4 campagnes suivantes.</li></ul> Les résultats 2020 et 2021 sont indiqués au point de contrôle n° 12. L'exploitant n'envisage pas de modifier la périodicité des mesures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Méthode de mesure

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 22/09/1994, article 19.7.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<b>Prescription contrôlée :</b> Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m <sup>2</sup> /jour.
<b>Constats :</b> Cf point de contrôle n°10 : le rapport ATMO confirme le respect de la norme AFNOR NF X 43-014, les mesures portent sur la somme des fractions solubles et insolubles et sont exprimées en mg/m <sup>2</sup> /jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 22/09/1994, article 19.7.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p><b>Constats :</b> Les résultats 2020 et 2021 (moyenne annuelle) sont les suivants :</p> <p>Résultats 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LNA1 : 371 mg/m<sup>2</sup>/jour, MP2 : xx mg/m<sup>2</sup>/jour, MP3 : 493 mg/m<sup>2</sup>/jour, MP4 : 259 mg/m<sup>2</sup>/jour.</li> </ul> <p>Résultats 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LNA1 : 524 mg/m<sup>2</sup>/jour, MP2 : 311 mg/m<sup>2</sup>/jour, MP3 : 169 mg/m<sup>2</sup>/jour, MP4 : 385 mg/m<sup>2</sup>/jour.</li> </ul> <p>Moyennes glissantes sur 8 périodes 2020 et 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LNA1 : 386 mg/m<sup>2</sup>/jour, MP2 : 383 mg/m<sup>2</sup>/jour, MP3 : 420 mg/m<sup>2</sup>/jour, MP4 : 374 mg/m<sup>2</sup>/jour.</li> <li>• LNA1 : 425 mg/m<sup>2</sup>/jour, MP2 : 397 mg/m<sup>2</sup>/jour, MP3 : 316 mg/m<sup>2</sup>/jour, MP4 : 347 mg/m<sup>2</sup>/jour.</li> </ul> <p>La jauge de type b (MP4) n'enregistre aucune moyenne annuelle glissante dépassant la valeur réglementaire de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour, prévue par l'arrêté ministériel du 22/09/1994.</p> <p>L'inspection note des valeurs proche de la VL de 500 et supérieure sur certaines périodes.</p> <p>Le rapport ATMO indique que l'empoussièrement moyen le plus élevé au point de type (b) (524 mg/m<sup>2</sup>/jour) a été enregistré au cours de la 1ère période de mesures 2021 probablement en lien avec l'arrivée à plusieurs reprises sur le Sud de la France de masse d'air chargé de particules désertiques en provenance du Sahara.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Station météo

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 22/09/1994, article 19.8.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.
<b>Constats :</b> Le rapport ATMO précise les conditions météorologiques du site, à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>• La carrière de Montpins n'est pas située en zone couverte par un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) ;</li><li>• Conformément à l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié, les paramètres météorologiques (direction et vitesse du vent, température et pluviométrie) sont issues d'un point d'observation virtuelle (POV) fourni par Météo France, permettant d'avoir des données horaires modélisées et corrigées de températures, vents et précipitations au niveau de la carrière.</li></ul> En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le registre de suivi pluviométrique du site. L'exploitant précise que les données issues du point d'observation virtuelle (POV) sont récupérées directement par l'organisme Atmo qui dispose de l'abonnement avec Météo France.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 22/09/1994, article 19.9.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p>
<p><b>Constats :</b> Cf point de contrôle n°10.</p> <p>Les bilans 2020 et 2021 ont été adressés à l'inspection. Les résultats sont commentés sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques.</p>
<p><b>Écart à corriger :</b> Le bilan des mesures des retombées atmosphériques doit également être commenté sur la base de l'activité et de l'évolution de l'installation.</p> <p>Le bilan des mesures réalisées doit être adressé à l'inspection (sous forme dématérialisée à l'adresse : <a href="mailto:patrice.nouveau@developpement-durable.gouv.fr">patrice.nouveau@developpement-durable.gouv.fr</a>)</p> <p><u>Délai :</u> à prendre en compte dans le prochain rapport</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Réponse de l'exploitant :</b>

**Nom du point de contrôle : N°15 - Rejets canalisés**

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 26/11/2012, article 38
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de rejet sont en nombre aussi réduits que possible. Les émissions canalisées sont rejetées à l'atmosphère, après traitement, de manière à limiter le plus possible les rejets de poussières. La forme des conduits est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère.
<b>Constats :</b> Cf points de contrôle précédents. Le site comprend 4 points de rejet canalisés dénommés primaire n°1, primaire n°2, secondaire n°1, secondaire n°2. En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des rejets canalisés : <ul style="list-style-type: none"><li>• APAVE pour l'année 2020 n° 11688097 du 03/12/2020 ;</li><li>• APAVE pour l'année 2021 n° 12033753 du 25/10/2021.</li></ul> Ces rejets sont équipés de filtres à manches et raccordés à une cheminée de rejet. Le rapport précise que la section de mesure est réputée homogène mais note quelques points de non- conformité de la section de mesure par rapport au référentiel. Toutefois le rapport indique que compte tenu des faibles teneurs mesurées par rapport aux VL, les écarts n'ont pas d'incidence sur le jugement de la conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : N°16 - Méthode de mesure rejets canalisés**

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 26/11/2012, article 40
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque les émissions canalisées de poussières proviennent d'émissaires différents, les valeurs limites applicables à chaque rejet sont déterminées, le cas échéant, en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure. Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm <sup>3</sup> ), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15° Kelvin) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en poussières sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/ Nm <sup>3</sup> ) sur gaz sec.
<b>Constats :</b> Les rapports de mesures précise en annexe 2 la méthodologie de prélèvement et d'analyse, conforme aux normes en vigueur et le cadre de l'intervention à savoir le contrôle réglementaire par un organisme agréé par le ministère des rejets atmosphériques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : N°17 - Valeurs limites d'émission canalisées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b> Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>– pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm<sup>3</sup> ;</li><li>– pour les autres installations : 40 mg/Nm<sup>3</sup> pour les installations existantes, 30 mg/Nm<sup>3</sup> pour les installations nouvelles.</li></ul> Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> La puissance des installations est supérieure à 550 kW : ≈2000 Kw cf point de contrôle n°15 : les rejets sont contrôlés annuellement et l'exploitant a transmis les rapports APAVE 2020 et 2021. Les résultats sont les suivants pour 2021 : primaire 1 : 3,45 mg/Nm <sup>3</sup> primaire 2 : 1,1 mg/Nm <sup>3</sup> secondaire 1 : 0,64 mg/Nm <sup>3</sup> secondaire 2 : 1,77 mg/Nm <sup>3</sup>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : N°18 - Critères de respect des VL**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-a) ou b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW, l'exploitant met en œuvre, selon la puissance d'aspiration des machines, les dispositions suivantes :</p> <p>a) Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>La part de particules PM10 est mesurée lors de chaque prélèvement aux moyens d'impacteurs.</p> <p>Sous réserve du respect des dispositions relatives à la santé au travail, les périodes de pannes ou d'arrêt des dispositifs de dépoussièrément pendant lesquelles les teneurs en poussières de l'air rejeté dépassent 20 mg/Nm<sup>3</sup> sont d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.</p> <p>En aucun cas, la teneur de l'air dépoussiéré ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm<sup>3</sup> en poussières.</p> <p>En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.</p> <p>b) Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm<sup>3</sup> apportée par le fabricant est à réaliser sur ces installations. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Les capacités d'aspiration sont les suivantes (données issues du rapport APAVE rejet canalisé 23/10/2021) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Primaire 1 : 12 700 m<sup>3</sup>/h</li><li>• Primaire 2 : 15 600 m<sup>3</sup>/h</li><li>• Secondaire 1 : 9 100 m<sup>3</sup>/h</li><li>• Secondaire 2 : 2 700 m<sup>3</sup>/h</li></ul> <p>Les rapports APAVE comprennent les analyses de la fraction granulométrique des particules : part de particules PM10 (&lt; 10 microns m) et PM2,5 (&lt; 2,5 microns m).</p> <p>L'exploitant précise que l'installation ne dispose pas de dispositif de mesure en continu permettant de comptabiliser le nombre d'heures en dépassement de la VL 20 mg/Nm<sup>3</sup> et de la VL de 500 mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>Aussi les défauts éventuels de fonctionnement des filtres à manches sont détectés visuellement par le personnel : dans ce cas l'installation est mise à l'arrêt pour réparation des filtres.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet